

## Algérie – L’escalade de la répression menace la survie de la société civile indépendante

22 février 2022

A la date du troisième anniversaire du mouvement de protestation pro-démocratie « Hirak », les organisations soussignées expriment leur vive inquiétude face à l’intensification dangereuse des manœuvres répressives pour museler le mouvement citoyen pacifique et étouffer les voix de la société civile en Algérie. Les arrestations des défenseurs des droits humains Zaki Hannache et Faleh Hammoudi respectivement le 18 et 19 février – ce dernier ayant été condamné le 20 février à trois ans d’emprisonnement en première instance - sont les derniers exemples de ces manœuvres répressives.

Les signataires appellent le gouvernement algérien à mettre fin de toute urgence à la criminalisation systématique de l’activisme pacifique, du journalisme indépendant, du syndicalisme autonome et de la dissidence, et à la libération immédiate de tous.les individus emprisonné.e.s arbitrairement.

Alors que le nombre de prisonnier.e.s d’opinion a atteint un nouveau record (340 au 9 février 2022, dont sept femmes<sup>1</sup>), la multiplication de lourdes poursuites arbitraires pour terrorisme et les actions en justice sans précédent contre des organisations civiles et politiques sont particulièrement préoccupantes. Depuis le 28 janvier<sup>2</sup>, au moins 46 prisonnier.es d’opinion ont entamé une grève de la faim pour protester contre leur détention arbitraire. Dans ce qui semble être une action de représailles, cinq d’entre eux ont été agressés physiquement<sup>3</sup> tandis qu’au moins 23 ont été transférés arbitrairement dans d’autres prisons.

Les autorités tentent d’étouffer ce qu’il reste encore d’espace civique, menaçant le multipartisme et la survie même de la société civile dans toutes ses composantes. En réponse à cette nouvelle vague répressive, 12 organisations algériennes, européennes et internationales ont renouvelé leur volonté de mobilisation collective pour la défense des droits humains en Algérie à travers la création d’un groupe de travail dédié le 11 février 2022.

Alors que la possibilité de poursuites judiciaires en Suisse contre le général [Khaled Nezzar](#) pour crimes de guerre et crimes contre l’humanité semble se concrétiser, nos organisations soulignent l’urgence de lutter contre le manque d’indépendance de la justice algérienne. Ce manque d’indépendance a contribué à une longue histoire d’impunité qui rappelle tristement les années 90, avec près de 8000 disparitions forcées du fait des agents de l’État<sup>4</sup>.

### Signataires

---

<sup>1</sup>Kamira Nait Sid, Fatiha Daoudi, Wissam Safouan, Thalli Belabassi, Laila Hamama Maked, Fatima Boudouda et Moufida Kharchi.

<sup>2</sup>Certains ont commencé le 25 janvier, d’autres le 31 janvier.

<sup>3</sup>Mohamed Tadjadit, Soheib Debaghi, Tarek Debaghi, Malek Riahi et Nourredine Khimoud.

<sup>4</sup>8023 disparus déclarés par les familles aux autorités dans le cadre de l’application de la charte pour la paix et la réconciliation nationale, *Les disparitions forcées en Algérie : un crime contre l’humanité, 1990-2000*, publié par le Collectif des Familles de Disparus en Algérie en 2016, <https://www.algerie-disparus.org/app/uploads/2016/03/CFDA-RAPPORT-digital2.pdf>

1. AfricanDefenders (Réseau panafricain des défenseurs des droits humains)
2. Article 19
3. Centre Justitia pour la protection juridique des droits de l'Homme en Algérie
4. Collectif des Familles de Disparus en Algérie (CFDA)
5. Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
6. Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (CGATA)
7. Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL)
8. Confédération générale du travail (CGT, France)
9. Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières (CCOO, Espagne)
10. Euromed Droits
11. Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH)
12. Free Algeria
13. Internationale de Services Publics (ISP)
14. Institut du Caire pour les Études des Droits de l'Homme
15. Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH)
16. L'Union syndicale Solidaires
17. MENA Rights Group
18. Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
19. Riposte Internationale
20. Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)
21. Union Internationale des Travailleur-euses de l'Alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du catering, du tabac et des branches connexes (UITA)

## En savoir plus sur l'évolution récente des droits humains en Algérie

- Utilisation abusive des mesures antiterroristes pour réprimer la dissidence pacifique

Entre mai et août 2021, les autorités ont provoqué la fermeture quasi-totale de l'espace public, à travers des arrestations massives et le recours illégal à la force à l'encontre des manifestant.e.s, journalistes et défenseur.e.s des droits humains. Depuis, nombre d'entre eux ont été arrêté.es et poursuivi.es sur la base d'accusations terroristes définies de manière vague et très large. Au moins [59 personnes](#) - activistes pacifiques, défenseur.es des droits, journalistes, avocat.es - ont été poursuivies arbitrairement pour des accusations terroristes en vertu de l'article 87 bis du Code pénal définissant les actes terroristes - définition [élargie](#) en juin 2021. Au moins 44 personnes restent indéfiniment en détention provisoire<sup>5</sup>, comme Kamira Nait Sid, défenseure des droits amazighs, arrêtée le 25 août 2021; Slimane Bouhafs, réfugié et activiste chrétien amazigh, enlevé à Tunis et retourné de force en Algérie également le 25 août 2021 et l'avocat des droits humains Abderraouf Arslane, arrêté le 26 mai 2021. Dans une [communication](#) du 27 décembre 2021, cinq des Procédures Spéciales des Nations unies ont adressé une communication au gouvernement algérien dans laquelle ils ont averti que l'article 87 bis du Code pénal « [portait] atteinte aux droits de réunion pacifique et à la liberté d'expression, et [imposait] également des sanctions disproportionnées pour des actes qui ne devraient pas être traités par la législation antiterroriste ».

- Des actions en justice sans précédent contre des organisations civiles et politiques

Par ailleurs, les poursuites judiciaires sans précédent engagées contre des organisations de la société civile et des partis politiques - notamment les membres du Pacte de l'Alternative Démocratique (PAD)<sup>6</sup> - témoignent de la détermination des autorités à renforcer la répression de tout activisme indépendant et organisé, et à supprimer les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

Le 20 janvier 2022, le Conseil d'Etat a suspendu temporairement les activités du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) et ordonné la fermeture de ses locaux pour « activité illégale ». Le même jour, le Conseil d'État a rejeté une requête similaire du Ministère de l'Intérieur visant à suspendre l'Union pour le Changement et le Progrès (UCP); il lui reste encore à statuer sur une requête de dissolution de l'UCP. Le 5 janvier, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) a reçu une mise en demeure du Ministère de l'Intérieur lui enjoignant de cesser d'organiser des réunions dans ses locaux sans autorisation, sous peine de poursuites judiciaires, faisait référence à une réunion de lancement du « front populaire contre la répression » hébergée par le RCD le 24 décembre 2021. Au moins neuf membres du RCD ont été condamnés à des peines de prison, placés sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire depuis septembre 2021. Le 13 octobre 2021, le tribunal administratif d'Alger a aussi ordonné la dissolution de l'association Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ), au motif que ses activités seraient contraires à son objet social. Onze membres du RAJ ont été poursuivis en justice depuis 2019.

Les militant.e.s politiques et activistes de la société civile ont également été particulièrement visés. Neuf membres de la Ligue algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH)

---

<sup>5</sup>Sans perspective de procès au moment de la rédaction.

<sup>6</sup>Le Pacte pour une Alternative Démocratique est une alliance politique et de la société civile pro-démocratie qui s'est formée en juin 2019, au plus fort du mouvement Hirak.

sont actuellement poursuivis en justice, parmi lesquels trois d'entre eux sont en détention provisoire depuis plusieurs mois. Le 13 janvier, Nasreddine Hamitouche et Hichem Khiat, du Rassemblement des Jeunes pour l'Algérie (Rassemblement des Jeunes pour l'Algérie - RJPA), ont été placés sous contrôle judiciaire. Le 9 janvier 2022, Fethi Ghares, coordinateur national du Mouvement démocratique et social (MDS) a été condamné à deux ans de prison pour avoir critiqué les autorités. Le 14 novembre 2021, Nacer Meghine, président de l'association de jeunesse SOS Culture Bab el Oued, a été condamné à un an de prison pour « distribution et possession de publications afin de porter atteinte à l'unité nationale » et « incitation à un rassemblement non armé ».

- Arrestations et condamnations arbitraires continues sur la base d'accusations formulées de manière vague et très large

Parallèlement à ces deux développements notables, les arrestations et condamnations arbitraires utilisant des accusations définies de manière vague et très large telles que « atteinte à l'unité nationale », « offense à corps constitués » ou « incitation à un rassemblement non armé » se sont poursuivies sans répit. Selon des sources fiables, au moins 27 activistes et journalistes ont été condamnés à des peines de prison en janvier 2022, tels que le militant Mustapha Guira, condamné à trois ans de prison le 23 janvier, alors qu'il est en détention provisoire depuis le 29 avril 2021 pour une autre affaire terroriste ; l'activiste Bouziza Boumediene, condamné à trois ans de prison le 30 janvier; et du journaliste et blogueur Merzoug Touati, condamné à un an de prison le 1<sup>er</sup> janvier. Parmi les 33 personnes arrêtées en janvier 2022, figurent le journaliste Abdelkrim Zeghileche, arrêté pour des accusations de terrorisme le 24 janvier, ainsi que la défenseure des droits des travailleurs Dalila Touat, arrêtée à nouveau le 31 janvier 2022. Tous deux étaient déjà victimes de harcèlement judiciaire.

**Algeria – The Escalating repression threatens the survival of independent civil society**

22 February 2022

On the third anniversary of the pro-democracy protest movement “Hirak”, the undersigned organisations are highly dismayed at the dangerous intensification of repressive tactics used by the Algerian authorities to silence peaceful dissent and stifle civil society. The arrests of human rights defenders Zaki Hannache and Faleh Hammoudi respectively on 18 and 19 February – the latter condemned to three years in prison on 20 February in first instance – are the latest examples of these repressive tactics.

The signatories urgently call on the Algerian government to end the systematic criminalisation of peaceful activism, independent journalism, independent unions, and dissent, and for the release of all individuals imprisoned arbitrarily

While the number of prisoners of conscience has reached a new record (340 as of 9 February 2022<sup>7</sup>, including seven women<sup>8</sup>), the proliferation of arbitrary prosecutions on terrorism charges carrying heavy penalties and the unprecedented legal actions against civil and political organisations are of particular concern. In this context, at least 46 prisoners of conscience started a hunger strike on 28 January 2022<sup>9</sup> to protest their arbitrary detention. In what appears to be retaliatory action, five of them were physically assaulted<sup>10</sup> while at least 23 were arbitrarily transferred to other prisons.

Authorities have moved to crush any remaining civic space, threatening the very survival of all components of independent civil society and the multiparty system. In response to this new crackdown, twelve Algerian, European and international organisations have reaffirmed their collective commitment to the defence of human rights in Algeria through the creation of a dedicated working group on 11 February 2022.

While the possibility of legal proceedings for crimes against humanity and war crimes against General [Khaled Nezzar](#) seems to be materialising in Switzerland, our organisations underline the urgent need to fight against the lack of independence of Algeria’s judiciary. This lack of independence has contributed to a long-standing history of impunity tragically reminiscent of the 1990s, when nearly 8,000 individuals were forcibly disappeared by state agents<sup>11</sup>.

## **Signatories**

1. AfricanDefenders (Pan-African Human Rights Defenders Network)
2. Algerian League for the Defence of Human Rights (LADDH)
3. Article 19
4. Autonomous General Confederation of Workers in Algeria (CGATA)
5. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
6. Collective of the Families of the Disappeared in Algeria (CFDA)
7. Euromed Rights
8. Free Algeria

---

<sup>7</sup>According to human rights defender Zaki Hannache.

<sup>8</sup>Kamira Nait Sid, Fatiha Daoudi, Wissam Safouan, Thalli Belabassi, Laila Hamama Maked, Fatima Boudouda and Moufida Kharchi.

<sup>9</sup>Some of them started on 25 January while others started on 31 January.

<sup>10</sup>Mohamed Tadjadit, Soheib Debaghi, Tarek Debaghi, Malek Riahi and Nourredine Khimoud.

<sup>11</sup>8023 individuals disappeared declared by their families to the authorities, within the framework of the Charter for peace and national reconciliation, see "Forced disappearances in Algeria: a crime against humanity, 1990-2000", published by the Collective for the Families of the Disappeared in Algeria in 2016: <https://www.algerie-disparus.org/app/uploads/2016/03/CFDA-RAPPORT-digital2.pdf>

9. French Democratic Confederation of Labor (CFDT)
10. General Confederation of Labor (CGT, France) (to be confirmed by 6pm)
11. International Federation for Human Rights (FIDH)
12. International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)
13. Italian General Confederation of Labour (CGIL)
14. Justitia Centre for the Legal Protection of Human Rights in Algeria
15. MENA Rights Group
16. National Autonomous Union of Public Administration Staff (SNAPAP)
17. Public Services International (PSI)
18. Riposte Internationale
19. Trade Union Confederation of Workers' Commissions (CCOO, Spain)
20. L'Union syndicale - Solidaires
21. World Organisation Against Torture (OMCT)

## **More about recent human rights developments in Algeria**

- Misuse of counterterrorism measures to suppress peaceful dissent

Between May and August 2021, Algerian authorities have enforced a near-total closure of public space through mass arrests and [unlawful use of force](#) against protesters, human rights defenders, and journalists. Many have since been arrested and prosecuted under broadly worded terrorism charges. At least [59 individuals](#) are currently being arbitrarily prosecuted for terrorism-related charges under Article 87bis of the Penal Code defining terrorism, which was amended in June 2021 to further expand this definition. At least 44 of them remain in pretrial detention indefinitely<sup>12</sup>, including Kamira Nait Sid, women and Amazigh rights defender, arrested on 25 August 2021; Slimane Bouhafs, refugee and Christian Amazigh activist, abducted and forcibly returned from Tunis on 25 August 2021; and human rights lawyer Abderraouf Arslane, arrested on 26 May 2021. In a [communication](#) dated 27 December 2021, five United Nations Special Procedures warned that Penal Code Article 87bis “[undermined] the rights to peaceful assembly and freedom of expression, and also [imposed] disproportionate penalties for acts that should not be addressed by counter-terrorism legislation”.

- Unprecedented legal action against civil and political organisations

Furthermore, unprecedented legal actions initiated against civil society organisations and political parties - notably members of the Pact for a Democratic Alternative (PAD)<sup>13</sup> - indicate the authorities' determination to tighten their crackdown on any independent and organised activism and suppress the rights to freedom of expression, association and peaceful assembly.

On 20 January 2022, the State Council temporarily suspended the activities of the Socialist Workers' Party (PST) and closed its premises for “illegal activity”. On the same day, the State Council dismissed a similar request from the Ministry of Interior to suspend the Union for Change and Progress (UCP); however, it is yet to rule on a request for the dissolution of the UCP. On 5 January, the Rally for Culture and Democracy (RCD) received a warning from the Ministry of Interior to stop hosting meetings in its offices without authorisation and threatened the party with legal action. The warning referred to a meeting the RCD hosted on 24 December 2021 to launch a “popular front against the repression”. At least nine members of the Rally for Culture and Democracy (RCD) have either been sentenced to prison, placed under judicial supervision or in pretrial detention since September 2021. On 13 October 2021, the administrative court of Algiers also [dissolved](#) Rally Youth Actions (Rassemblement Actions Jeunesse – RAJ), a prominent youth and human rights organisation, on the [basis](#) that its activities allegedly contradicted its statutes. At least eleven members of RAJ have already been prosecuted since 2019.

Civil and political activists have also been particularly targeted. Nine members of the Algerian League for the Defence of Human Rights (LADDH) are prosecuted in relation to their activism, three of them have been in pre-trial detention for several months. On 13 January, Nasreddine Hamitouche and Hichem Khiat, the Youth Gathering for Algeria (Rassemblement des Jeunes pour l'Algérie - RJPA), were placed under judicial control. On 9 January 2022, Fethi Ghares, national coordinator of the Democratic and Social Movement (MDS) was sentenced to two years in prison for criticising the authorities online and during a meeting. On 14 November

---

<sup>12</sup>With no prospect of trial at the time of writing.

<sup>13</sup>The Pact for a Democratic Alternative is a pro-democracy political and civil society alliance that formed in June 2019, at the height of the Hirak movement.

2021, Nacer Meghnine, President of youth organisation SOS Culture Bab el Oued, was sentenced to one year in prison for “distributing and possessing publications to undermine national unity” and “inciting an unarmed gathering”.

- Continued arbitrary arrests and sentencing based on broadly-worded charges

In parallel to these two notable developments, the arbitrary arrests and sentencing of peaceful activists, rights defenders and journalists have continued unabated, using vague, broadly-worded charges such as “undermining national unity”, “offence to public bodies” or “incitement to an unarmed gathering”. According to trusted sources, at least 27 peaceful activists, demonstrators and journalists were sentenced to prison in January 2022. These include for example activist Mustapha Guira, sentenced to three years in prison on 23 January while he was on pretrial detention since 29 avril 2021 in another terrorist case; activist Bouziza Boumediene, sentenced to three years in prison on 30 January, and journalist and blogger [Merzoug Touati](#), sentenced to one year in prison on 1 January. Among the 33 activists and journalists arrested in January 2022 is journalist Abdelkrim Zeghileche, arrested for terrorism-related charges on 24 January, as well as workers' rights defender Dalila Touat, arrested again on 31 January 2022. Both were already subjected to judicial harassment.